

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 565 / Avril 2019

# TENDANCES CONJONCTURELLES 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2018

## La conjoncture économique à la Martinique

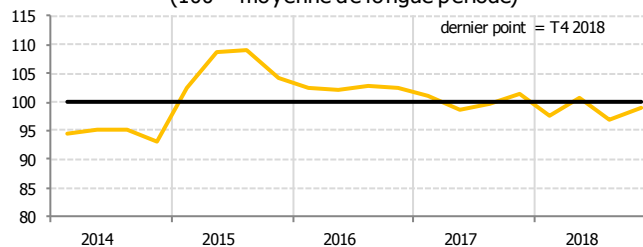
### Redressement de l'indicateur du climat des affaires

Au quatrième trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse (+2,2 points). Il se situe toutefois au-dessous de sa moyenne de longue période à 99,0 points. Selon les chefs d'entreprise interrogés, la conjoncture se stabilise.

Le redressement de l'ICA tient principalement à l'amélioration du solde des prévisions d'investissement, qui repasse au-dessus de sa moyenne de longue période. Il découle dans une moindre mesure de l'appréciation des chefs d'entreprise sur l'évolution des prix et de la trésorerie au cours du trimestre.

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise semblent plus confiants. Ils anticipent une stabilisation de l'activité et déclarent envisager de procéder à des recrutements.

**Indicateur du climat des affaires à la Martinique**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### DES PERSPECTIVES PLUTÔT FAVORABLES POUR LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Selon la Banque caribéenne de développement (BCD), l'activité dans les économies de la Caraïbe a progressé de 1,9 % en moyenne en 2018 (après +0,5 % en 2017). Dans un contexte international difficile marqué par une dégradation des relations commerciales entre les principales économies mondiales et la perspective du Brexit, seules la Barbade et Antigua ont connu une baisse de leur produit intérieur brut (-0,6 % et -2,4 % respectivement). La croissance des pays de la zone a essentiellement reposé, selon la BCD, sur une solide performance dans les secteurs du tourisme et de la construction liée à la reprise post-ouragans de 2017. Les perspectives pour 2019 sont plutôt bien orientées : la BCD prévoit une croissance de 2,1 % pour les économies de la zone dans un contexte de hausse des prix des matières extractives (or et pétrole).

L'économie haïtienne n'a pas atteint l'objectif de croissance de 3,9 % fixé par les autorités au début de l'exercice fiscal 2018, ni même l'objectif révisé à la baisse de 2,4 %. En effet, selon les données préliminaires de l'Institut

haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), le produit intérieur brut (PIB) n'aurait crû en termes réels que de 1,5 % (soit le niveau du taux de croissance démographique naturelle). Dans ce cadre, la hausse de l'activité dans les différents secteurs économiques a été plutôt modérée en 2018. La valeur ajoutée du secteur industriel a crû de 1,2 % en 2018. Le secteur agricole, dont la valeur ajoutée a augmenté de 1,0 % en volume, a bénéficié en 2018 de la clémence du climat.

Après deux années de baisse consécutives, l'activité à Trinidad et Tobago a crû de 1,9 % selon la BCD. Ce rebond s'explique par les bonnes performances du secteur manufacturier. En particulier, la production de pétrole et de produits chimiques (+9,0 %) a soutenu la croissance du secteur, aux côtés de la production de biens alimentaires (+5,6 %). Les efforts de consolidation budgétaire ont, en revanche, contribué négativement à la croissance : le déficit budgétaire a atteint 4,0 % du PIB après 9,1 % en 2017. Les perspectives pour 2019 restent bien orientées (+2,0 %) à la faveur d'une baisse du rythme de la consolidation.

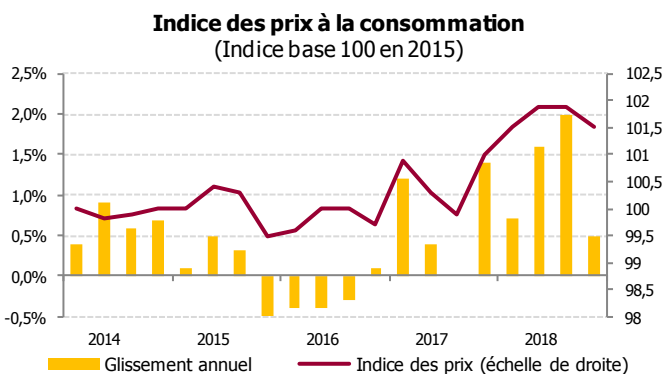
L'économie de la Barbade a connu une année 2018 difficile. L'activité économique y est restée morose, dans un contexte de consolidation budgétaire marqué par l'adhésion au programme d'ajustement économique quadriennal du Fonds monétaire international (FMI), la suspension des paiements de la dette extérieure commerciale et la restructuration de la dette intérieure de l'État. Les bonnes performances du secteur du tourisme n'ont pas empêché l'activité de baisser de 0,6 % en 2018. La BCD prévoit pour 2019 une croissance nulle de l'activité à la Barbade.

Sources : Banque caribéenne de développement, Haïti libre, Banque Centrale de la Barbade.

## Hausse de l'inflation

Au quatrième trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation se replie (-0,4 % en variation trimestrielle) dans le sillage des prix des produits manufacturés (-1,4 %) et de l'énergie (-3,1 %).

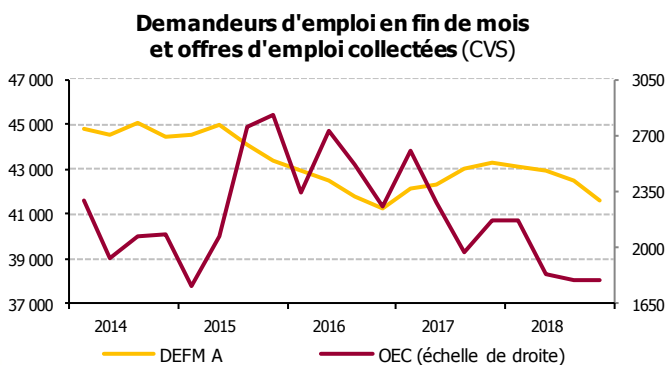
Mesurée en glissement annuel, l'inflation s'inscrit toutefois en hausse à +0,5 % à fin décembre. Elle est portée par le renchérissement des prix des services (+0,5 %), de l'alimentation (+0,7 %) et de l'énergie (+1,0 %).



## Amélioration du marché du travail

À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 41 640 personnes (CVS), en recul de 2,0 % en variation trimestrielle. De même, sur un an, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux (-3,8 %).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi chez les moins de 25 ans et les 25-49 ans diminue en variation trimestrielle (respectivement -0,9 % et -3,5 %). En revanche, chez les seniors (50 ans ou plus), le nombre de demandeurs d'emploi est en légère hausse (+0,1 %).



Sur un an, la tendance est similaire mais s'avère plus marquée. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue (-6,3 %), tout comme la catégorie des personnes de 25 à 49 ans (-6,6 %). En revanche, les seniors subissent une nouvelle dégradation des conditions sur le marché du travail. Leur catégorie enregistre une augmentation de 1,7 % sur un an.

Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) sont stables en variation trimestrielle (+0,2 %, CVS) mais reculent en glissement annuel (-17,0 %, CVS).

## La consommation des ménages en demi-teinte

Au quatrième trimestre 2018, la consommation des ménages peine à retrouver de la vigueur. Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale atone.

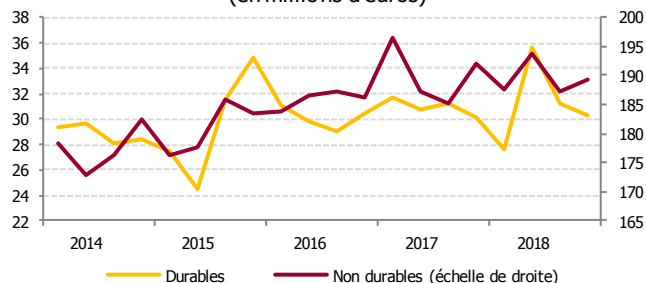
Les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) se replient significativement (-3,2 %, CVS). À l'instar des ventes de véhicules de tourisme neufs (-21,0 %, CVS), ces chiffres semblent refléter la normalisation de la consommation des ménages en biens durables qui avait connu un pic au deuxième trimestre.

Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) (+1,1 %, CVS) et les chiffres d'affaires des hypermarchés (+1,4 %, CVS) continuent de s'inscrire, quant à eux, dans la tendance des derniers trimestres.

Les encours de crédit à la consommation des ménages (+2,8 %) et les encours de crédit à l'habitat (+1,6 %) conservent leur modeste dynamique.

De leur côté, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-2,6 %), de retraits de cartes bancaires (-2,3 %), et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-3,8 %) reculent en variations trimestrielle et annuelle.

**Importations de biens de consommation**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes

## Rebond de l'investissement des entreprises

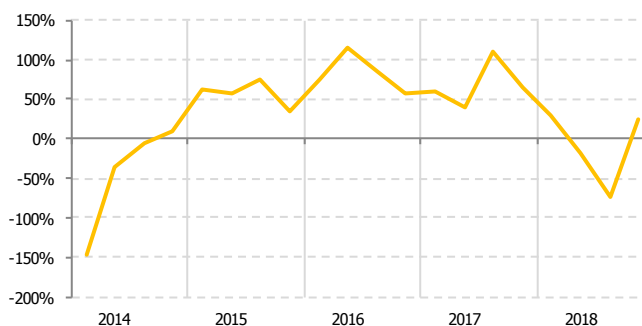
Les chefs d'entreprise sont plus optimistes quant à leurs efforts d'investissement qu'au trimestre dernier. Ils déclarent ainsi majoritairement envisager de nouveaux investissements dans les 12 prochains mois. Les secteurs porteurs d'investissements sont l'industrie agroalimentaire, le BTP et le commerce. Les prévisions d'investissement apparaissent plus limitées au sein des secteurs industriels, du tourisme et des services aux entreprises.

Les ventes de véhicules utilitaires sont en forte hausse sur les trois derniers mois (+14,6 %, CVS). Les importations de biens d'investissement sont également bien orientées ce trimestre (+0,9 % après -6,7 %, CVS). La croissance des encours de crédit d'investissement (+2,8 %) semble soutenir cette tendance.

Certains indicateurs, à l'instar des attestations de conformité électrique destinées aux locaux commerciaux (-33,7 %, CVS) suggèrent par ailleurs que les entreprises continuent de privilégier le renouvellement d'équipement à l'accroissement des investissements de capacité.

En terme de vulnérabilité, l'amélioration est mitigée. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-3,8 %) et les impayés sur effets de commerce en volume (-11,2 %) se replient ce trimestre. En revanche, ces derniers progressent en montant (+30,6 %).

**Prévisions d'investissement**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Amélioration des échanges extérieurs (hors produits pétroliers)

Hors produits pétroliers, les importations se stabilisent (+0,4 %) au quatrième trimestre après le repli enregistré le trimestre précédent (-3,0 % entre juillet et septembre, CVS).

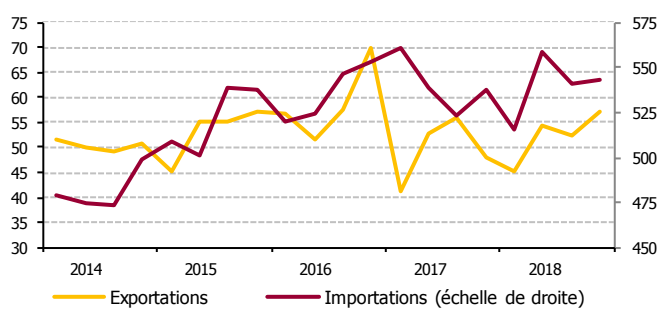
Dans le détail, la hausse des importations de produits agroalimentaires (+2,4 %, CVS) compensent globalement la baisse des importations de produits industriels (-1,1 %, CVS).

De leur côté, les exportations hors produits pétroliers sont en progression sur le trimestre (+9,1 %, CVS). Cette augmentation tient essentiellement à la hausse des exportations de produits agricoles (+34,7 %, CVS).

Les importations et les exportations de produits pétroliers progressent respectivement de 40,3 % et 13,2 % (CVS).

Au final, les échanges globaux sont en augmentation tant sur le trimestre (+6,6 % pour les importations et +8,2 % pour les exportations) que sur un an (+3,8 % pour les importations et +26,1 % pour les exportations).

### Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

## Une activité légèrement baissière ce trimestre

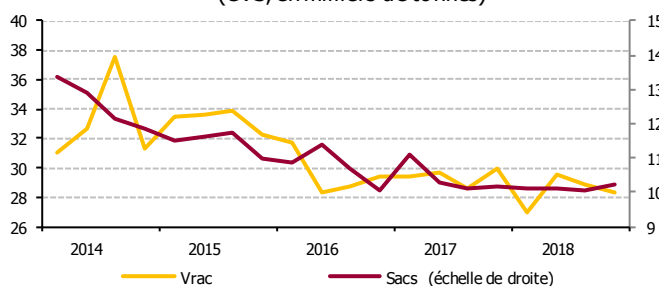
Au quatrième trimestre, le climat des affaires reste légèrement défavorable, malgré le redressement des soldes d'opinion sur l'activité et les délais de paiement. Le sentiment des chefs d'entreprise concernant les tensions sur la trésorerie est en net progrès. Pour autant, les charges d'exploitation continuent de se dégrader. Les déclarations concernant les effectifs ont été revues à la baisse et celles concernant les prix à la hausse.

Après l'embellie du début d'année, l'activité du secteur industriel se dégrade au quatrième trimestre. Dans ce contexte, les professionnels affirment maintenir leurs efforts en terme de recrutement mais ils semblent confrontés à des difficultés d'écoulement de leur stock. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, affichent un repli à fin décembre (-1,2 %, CVS).

Dans le secteur des services aux entreprises, le courant d'affaires apparaît plus difficile. Les entrepreneurs déclarent faire face à une forte dégradation de l'activité. De plus, ils font état de la détérioration de l'ensemble des soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement). Face à un carnet de commandes qui peine à se remplir, les professionnels paraissent contraints de procéder à des ajustements d'effectifs.

Au sein du secteur du BTP, la plupart des soldes d'opinion sont toujours dégradés, signe que la conjoncture demeure difficile. Pour autant, les professionnels déclarent bénéficier de la réduction des délais de paiement et renouvèlent leurs intentions d'investissement. Les ventes de ciment (+2,0 %, CVS) sont en hausse sur le trimestre, sous l'impulsion des ventes en sac (+1,3 %, CVS). En revanche, les ventes en vrac (-1,8 %, CVS) et les importations d'éléments en métal pour la construction (-11,8 %, CVS), davantage destinées aux chantiers d'envergure, continuent de diminuer.

### Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)

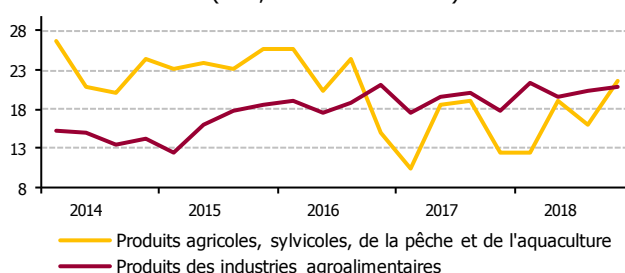


Source : Ciments Antillais

Dans le secteur du commerce, l'activité est toujours sans ressort. À l'exception des charges d'exploitation, les soldes d'opinion ne sont pas favorablement orientés. Le manque de vigueur de la consommation des ménages pèse sur l'activité du secteur ce trimestre.

Au sein du secteur primaire, l'activité, bien que toujours dégradée, confirme le redressement amorcé en début d'année. Les exportations de produits agricoles sont en hausse de 34,7 % (CVS) entre le troisième et le quatrième trimestre. En particulier, les exportations de bananes progressent sur la période (+36,4 %, CVS). Au sein de la filière d'élevage, les résultats sont toujours insuffisants. Les abattages sont en baisse (-5,7 %, CVS), notamment ceux de la viande porcine (-8,4 %, CVS).

### Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)

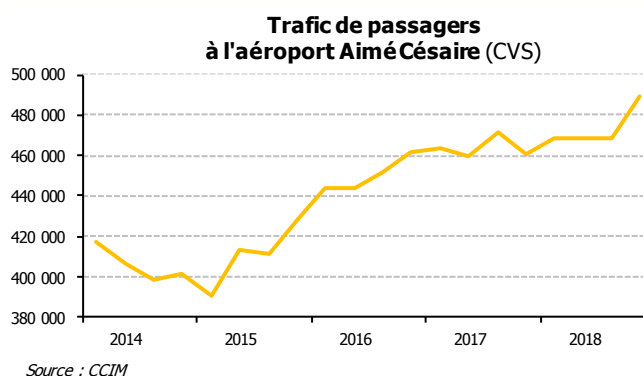


Source : Douanes

Le secteur agroalimentaire retrouve également sa dynamique : les exportations de produits agroalimentaires augmentent de 1,9 % (CVS) au quatrième trimestre.

Dans le tourisme, la majorité des voyants est au vert. Si les professionnels déclarent reporter les projets d'investissement, ils indiquent bénéficier d'une amélioration de l'activité et de la trésorerie. Au quatrième trimestre, le nombre de passagers à l'aéroport (+4,4 %, CVS) et le nombre de croisiéristes sont en progression sur trois mois.

En revanche, sur le segment de l'hôtellerie, la période est moins favorable. Le nombre de nuitées s'inscrit en baisse sur trois mois (-2,3 %).



### LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25 - 2,5 % en décembre.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : C. DORWLING-CARTER – Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA  
Rédaction : M. ROVELA-MARTHELY –  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN en cours